Les dimensions commerciales de la sécurité alimentaire : risques et opportunités

2 juin 2015

En mars dernier, l'OCDE a diffusé un document rédigé par J. Brooks et A. Matthews sur les rapports complexes liant ouverture commerciale et sécurité alimentaire, laquelle est considérée selon les quatre piliers classiques définis en 1996 (disponibilité, accès, qualité et régularité).

L'étude s'appuie pour l'essentiel sur une importante revue des travaux passés et conclut que, d'un point de vue général, l'ouverture commerciale améliore la sécurité alimentaire dans ses quatre dimensions mais présente, pour chacune d'entre elles, à la fois des effets positifs et négatifs, des risques et des opportunités. En ligne avec les préconisations habituelles de l'institution, ce constat conduit les auteurs à préconiser des politiques non commerciales : fourniture de filets de sécurité, d'outils de gestion des risques, mais aussi investissement dans la productivité agricole. Ils appellent également à soigner l'« économie politique » des réformes d'ouverture commerciale pour en faciliter l'acceptabilité par les parties prenantes et en assurer le succès.

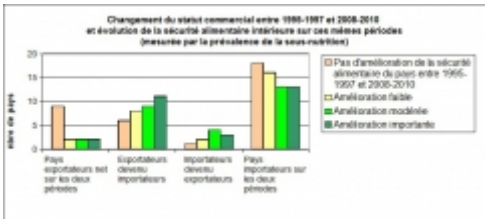
Au-delà de ces conclusions génériques, diverses tendances à l'échelle des États sont à souligner. Les auteurs définissent ainsi plusieurs indicateurs simples mais aux conclusions contrastées, permettant de qualifier le « risque » associé au fait de dépendre des importations pour assurer sa sécurité alimentaire. Trois méritent en particulier qu'on leur prête attention :

– « En moyenne » au niveau mondial, la part des importations alimentaires dans l'ensemble des importations est passée de 15 % en 1961 à 5 % aujourd'hui. Cette tendance cache cependant une certaine diversité (tendance baissière nette pour les petites îles mais moins évidente sur le long terme pour les pays les moins développés). Un taux relativement bas laisse penser qu'en cas de difficulté (flambée des prix à l'import), des substitutions d'importations sont possibles.

– Moins « rassurante », la capacité des pays à financer durablement leur dépendance alimentaire à l'importation par leurs exportations (et autres profits liés aux investissements à l'étranger) ne montre pas de tendance baissière évidente, voire au contraire une tendance à la hausse depuis 2007.

– Les auteurs calculent aussi des indicateurs de dépendance de pays importateurs à un nombre restreint de partenaires commerciaux. Ainsi, pour au moins 20 pays (11 en Afrique, 4 en Asie et 5 en Amérique Latine), plus de 50 % des importations cumulées de blé, riz et maïs, sont assurés par seulement les deux premiers fournisseurs de chacun de ces pays.

Au final, il semble pour les auteurs qu'il n'y ait pas de corrélation évidente entre le statut commercial d'un pays (importateur net ou exportateur net d'aliments) ou son évolution d'une part, et l'amélioration ou la dégradation de sa sécurité alimentaire d'autre part, comme en témoigne le graphique suivant :



Source : Brooks et Matthews, 2015, présentation CEP

Pierre Claquin, Centre d’études et de prospective

Source : OCDE